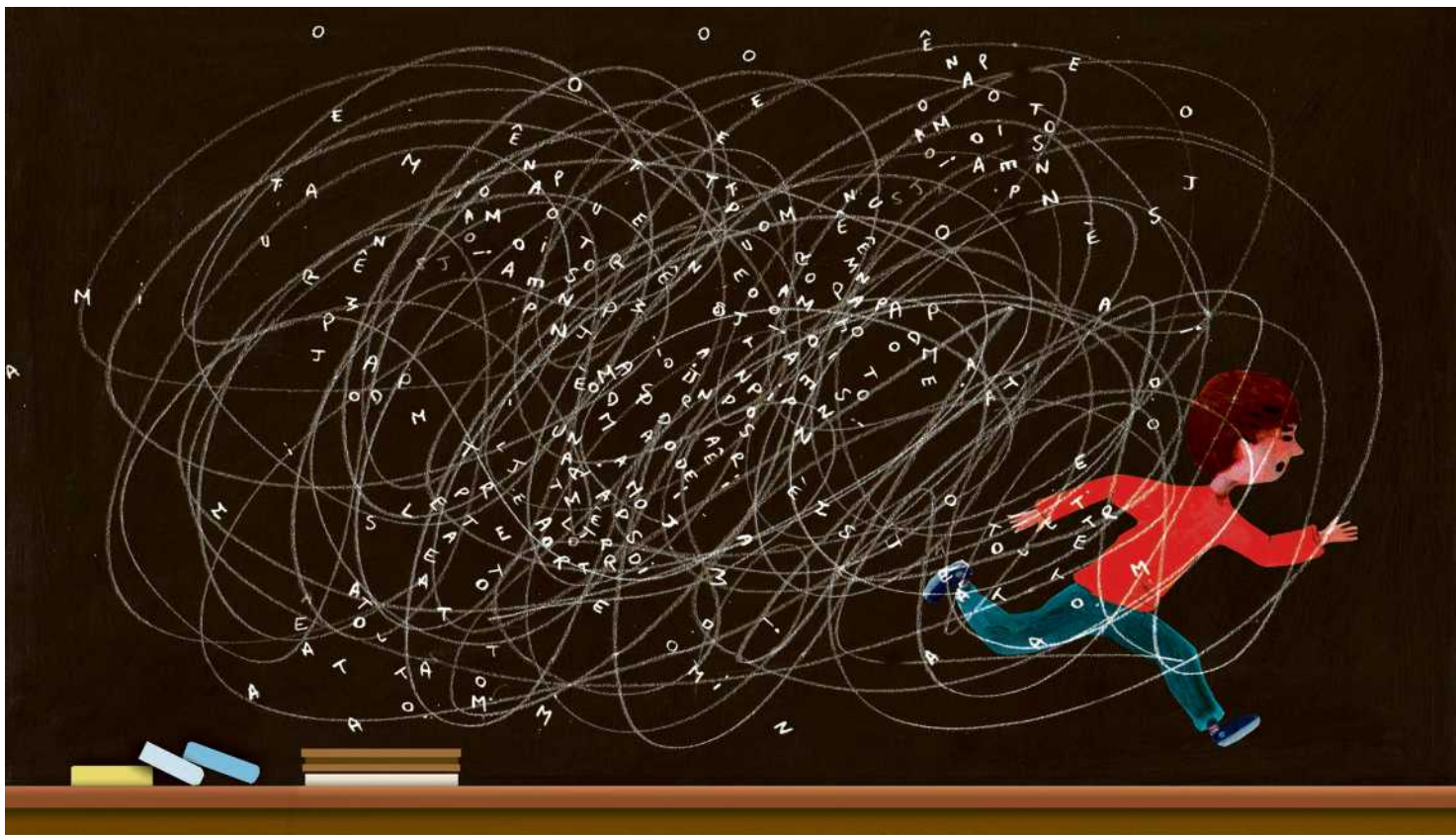


Le premier jour de sixième



Par **JÉRÉMIE LEFEBVRE**
Ecrivain,
auteur-
compositeur

Dessin
**SYLVIE
SERPRIX**

La venue au monde de Bébé est une fête d'amandes bleues, de sucre et de lait chaud. Un délice de fontanelles duveteuses. Une extase de jolis plis sur féssesses parfumées. Sur le dessus de sa menotte posée comme un pétale sur le sein de Maman, à la naissance de ses doigts légers, Bébé dispose de cinq fossettes, et tandis qu'il tète, sa respiration ronronne comme celle d'un chaton. Lors, père fondu et mère comblée se disent dans un baiser : «Quelle joie ! Quelle fierté d'avoir donné à la France une âme de plus, un nouvel astre au firmament de sa descendance !» Alors les trompettes retentissent, les drapeaux se hissent : la France accueille Bébé. Dès son premier cri, elle l'entoure de soins. Elle dispose des petits prés pour sa sieste, des petits ponts pour sa promenade, des petits pots pour sa purée. Elle propose pour son

Des corps ployant sous leurs sacs de quinze kilos sont projetés à travers les couloirs où l'on avance dans la terreur, les coups et les crachats. Des surveillants trempés de sueur tentent d'empêcher que les plus petits soient piétinés.

bonheur de l'ergonomie, de la pédiatrie, de la presse magazine. Bébé trône au rang des priorités du Royaume et fait l'objet de recherches et de séminaires en pédagogie expérimentale d'où s'élèvent les cris de spécialistes éminents : «Et nous sommes très en retard sur nos homologues allemands, suédois, américains!» Mais Bébé reste un continent peu exploré, un potentiel

sous-estimé, un gisement à peine exploité, car la France aime aussi les mystères de Bébé. Elle aime rêver les immensités contenues dans ce tout petit être. Un beau matin, Bébé s'en va découvrir le vaste monde et se retrouve à l'école maternelle. Là, on le nomme «Petit», parce qu'il est dans la classe des petits. Il apprend à boucler ses lacets, à dessiner des soleils, à toucher avec les yeux. La France est désolée d'entasser Petit dans une classe de trente-cinq morvante et brillante mais elle accueille tous ses enfants dans l'amour, et lorsque sonne «l'heure des mamans», il n'est point de petite Léa, point de petit Ousmane qui ne s'en aille avec son bouquet de feuilles de platane. Petit devient Moyen, Moyen devient Grand, tous se tiennent par la main pour se rendre à la cantine. Et lorsqu'un moyen mord une grande, lorsqu'une petite griffe un moyen, on leur apprend qu'il faut demander pardon, et ils se pardonnent, parce qu'il y a trop d'histoires à entendre, de doigts à compter, de pâte à modeler pour s'encombrer de rancune.

Un jour, l'enfance française entre au cours préparatoire, munie de ses premiers rudiments littéraires : elle écrit «Léa» bien droit, il épelle «Ousmane» sans erreur. Les voici à l'école primaire, et mère patrie, qui les aime encore, place des panneaux et des préposés en travers de la rue pour que la circulation cesse quand passe l'Ecolier. Bébé grandit. L'étendue de son potentiel suscite moins d'étonnement, on surveille plus distraitement son existence miraculeuse ; de temps en temps, la France relève le nez du grand couffin des maternelles, considère l'école primaire dans son ensemble, s'écrie : «Mais je vous oublie, mes pauvres petits ! Réformons vite ! Rythmes scolaires ! Soutien

aux élèves en difficulté ! Faire aimer la lecture !» Et chacun s'agite aux académies, jusqu'à ce que la grande statue du recteur lève un doigt pour faire silence et cite un verset de l'Évangile selon sainte Françoise : «Tout se joue avant six ans.»

Mon Dieu, on allait oublier ! Vite, à la morve ! A la candeur ! Et la France, qui n'a que deux bras, retourne à ses angelots (et manque l'étape durant laquelle Ousmane et Léa entendent dire que se demander pardon, ça fait quand même un peu pédé).

Alors, c'est l'entrée en sixième.

Le premier jour de sixième, l'enfance française tombe au milieu d'une foule enragée qui se précipite sur elle-même comme l'océan dans le *Titanic*. Des corps ployant sous leurs sacs de quinze kilos sont projetés à travers les couloirs où l'on avance dans la terreur, les coups et les crachats. Des surveillants trempés de sueur tentent d'empêcher que les plus petits soient piétinés. La bousculade semble à chaque instant basculer dans l'émeute ; on jurerait qu'il vient de se produire une catastrophe, un incendie ou un attentat, de quoi justifier que tous les systèmes nerveux craquent simultanément. Mais il n'est rien arrivé. On assiste au phénomène le plus ordinaire qui soit dans un collège français : l'interclasse.

Voilà une nouvelle vie pour Bébé. Inattendue. Surprenante. A partir de maintenant il n'a plus de classe, donc plus de bureau, il est invité à transporter le contenu de ses tiroirs jusqu'à la scoliose. En guise de maître ou de maîtresse, on lui attribue une dizaine de professeurs nerveusement détruits. Parmi eux, un tiers aime les élèves dans la désolation, un tiers s'en fout, un tiers les déteste ouvertement. Aucun d'entre eux

n'a reçu la moindre formation à l'art d'enseigner. Ils peuvent en savoir long, aimer d'amour le Moyen Âge et la grammaire anglaise, à moins d'un talent spécial personne n'a la plus petite idée du moyen de faire partager une passion. Les professeurs dispensent leur cours d'une voix tranchante et perchée, dont les intonations les moins creuses distillent plus d'ennui qu'il n'en eût fallu pour déguster Pythagore du triangle et Michelet de la Révolution. Dans cette entreprise de destruction massive de toute curiosité, les programmes leur apportent une aide précieuse. On étudie *Eugénie Grandet* en quatrième. L'élève de treize ans le mieux disposé du monde retiendra de l'œuvre «*descriptions trop chiantes, histoire trop pourrie*», et si Balzac ne l'a pas écoeuré à jamais des lettres, Racine s'en chargera l'année prochaine avec *Athalie*. Les programmes d'Histoire sont dispensés par tranches de dates et de définitions sans lien entre elles : encorbellement, assignats, génocide, 5 mai 1789, 23 août 1572, 18 brumaire an VIII, à savoir par cœur et à oublier juste après l'interro. Plus homogène, la géographie se résume à une succession de nombres : habitants par kilomètre carré, tonnes de blé par an, température moyenne par saison, à oublier dans l'heure qui suit le contrôle. Les langues vivantes sont enseignées comme si elles étaient mortes. On aimerait ne pas fonder en larmes à la vue du plâtre éclairé au néon qu'il faut dessiner tout un trimestre. On interroge l'étrange beauté du *Paradis blanc* de Michel Berger transposé pour flûte à bec. Et s'il est des exceptions, s'il émerge du naufrage de belles connaissances transmises par de bons passeurs, faut-il pour autant passer sous silence l'étendue du massacre ? Ce ne serait pas la première fois.

Cependant, les leçons et les devoirs ne sont pas tout : le collège abrite une communauté humaine entourée, comme nous allons le voir, des plus grands soins. Bébé connaissait la dispute occasionnelle. Le premier jour de sixième, la haine s'étend sur son existence. Une matinée suffit pour savoir qu'au collège règne une guerre civile sans pitié. Guerre entre garçons et filles. Guerre pour un manteau effleuré ou un stylo mal tendu. Guerre entre cogneurs et trouillards, entre mal et mieux vêtus, entre bons et mauvais élèves. Il importe que chacun tremble à l'idée d'arriver deux minutes de retard en classe, mais on peut tranquillement traiter n'importe qui de grosse pute, d'enculé, de pédé, de thon et de sac à merde, vingt fois par jour si sa tête ne vous revient pas, à vingt contre un si elle ne revient pas aux autres non plus. Tant qu'il n'y a ni sang versé ni corps incendiés, personne ne se préoccupe du type de relations entretenues entre les enfants. Ce n'est pas l'anarchie qui règne, c'est une dictature, dont aucun Ousmane ni aucune Léa n'a les moyens de renverser le tyran, qui lui-même n'est pas un individu, mais un sentiment.

La Honte gouverne les collèges de France. La Honte définit les règles de la conversation, distribue les privilèges, impose ses ministres, cloueurs de becs et adjudants de la mode vestimentaire. Sous son règne, le voile islamique est proscrit, le port de signes ostensibles d'appartenance publicitaire obligatoire. C'est la religion d'Etat. Il est impossible de l'abjurer. Rien qu'à sentir vaciller sa foi, on mettrait sa vie en danger. Quelquefois, alertée sur Facebook, la France accourt en poussant les hauts cris, dénonce les suicides, cherche des appellations, organise des campagnes contre le « harcèlement scolaire », mais voilà : il y a le taux de croissance. Que se passerait-il si on laissait les enjeux relationnels s'éloigner de la question de savoir qui a la plus longue et qui est la plus jolie ? Quid des ventes de grosses bagnoles et de crème raffermissante ? La France est désolée, mais elle doit précipiter chaque année ses enfants les uns contre les autres en leur faisant croire qu'il n'y a là rien d'extraordinaire, qu'ils se trouvent dans les conditions les plus naturelles de l'évolution vers l'âge adulte. Ça lui fait de la peine mais elle n'a pas le choix, elle continuera donc, la mort dans l'âme, de les balancer de toutes ses forces contre les murs des couloirs, dans les réfectoires, sur le bitume des cours de récréation, là où il ne leur reste qu'à se venger les uns sur les autres de ne plus rien représenter pour leur pays.

« Nos élèves sont plus républicains que beaucoup »

Par **DES PROFESSEURS MOBILISÉS DU LYCÉE SIMONE-DE-BEAUVOIR DE GARGES-LÈS-GONESSE**

Depuis les attentats, l'école est au centre des attentions. Sondée par les médias, sommée de se justifier, elle est recadrée par la ministre annonçant, le 22 janvier, une «*grande mobilisation de l'école et de ses partenaires pour faire vivre les valeurs de la République*», déclinée en un ensemble de mesures visant à promouvoir à l'école «*l'esprit du 11 janvier*».

Les professeurs, incités à nouer un dialogue avec leurs élèves et à signaler ceux d'entre eux qui se manifesterait par un comportement ou des propos «*contraires aux valeurs républicaines*», se trouvent placés de fait devant ce dispositif : l'école, dit-on, est une priorité.

Nous, professeurs au lycée Simone-de-Beauvoir de Garges-lès-Gonesse, 2069^e au classement national des lycées, observons avec intérêt ce discours se développer au moment même où notre établissement se voit attribuer, comme chaque année, le volume d'heures dont il disposera à la rentrée prochaine. Nous observons avec un intérêt égal ces chiffres, posés sur une ville qui compte parmi les plus pauvres de France (1). Et nous constatons qu'une fois encore ce volume d'heures est en baisse par rapport au nombre d'élèves prévus pour la rentrée. Notre lycée proposera des classes trop chargées, un encadrement insuffisant et des conditions de travail parfois indignes à des élèves devant lesquels nous porterons la responsabilité de cet état de fait. Nous soupesons avec beaucoup d'intérêt ce discours et cette réalité, et c'est ici, dans ce grand lycée planté entre la route et le cimetière, que nous voulons penser à la République et à ses valeurs.

Qu'est-ce qu'une République qui, aux inégalités sociales, économiques, culturelles, vient ajouter chaque jour de nouvelles inégalités scolaires ?

Cet automne, au moment même où la ministre décidait d'exclure les lycées de la carte de l'éducation prioritaire, nous nous voyions invités, comme tous les autres professeurs de lycée, à réfléchir ensemble, tout au long d'un après-midi de travail. Réfléchir à quoi ? Aux moyens dont nous aurions besoin pour aider nos élèves à mieux travailler ? À la réalité, en somme ? Non. Le ministre, par la voix de notre proviseur, nous demandait de réfléchir, sur la base de documents ministériels, à la notion de «*bienveillance*». D'où vient notre «*sentiment de solitude* » ?, s'interrogeaient les documents. Comment réduire le «*mal-être*» de nos élèves ? Nous avons soupesé avec beaucoup d'intérêt ce discours et cette réalité, et c'est ici, dans ce grand lycée dont de nombreuses fenêtres ne s'ouvrent plus depuis des mois, que nous avons réfléchi à la bienveillance. Jeudi 5 février, nous avons exercé notre droit de retrait. Une multitude d'incidents (départ d'incendie en cours, bombes à eau ou œuf jetés sur des professeurs, menaces, etc.), l'inertie d'une direction nous culpabilisant sous couvert de «*bienveillance*» et ciblait, parmi nous, les professeurs sous contrat privé toujours plus nombreux dans notre établissement, ont achevé de nous convaincre que la situation nous mettait en danger, nous et nos élèves.

Bienveillants, nous voulons l'être. Mais quel est le sens d'une injonction à la «*bienveillance*» lancée au moment même où les maigres moyens alloués aux lycées de banlieues pauvres disparaissent ? Nous ne sommes pas là pour assurer la paix sociale. Notre bienveillance consiste à proposer des cours de qualité à nos élèves et à les instruire de manière exigeante, à leur accorder une attention individuelle, à soutenir les plus faibles d'entre eux et à offrir à tous une chance de réussir. Si les difficultés

que nous rencontrons aujourd'hui procèdent d'une injustice sociale criante à laquelle il ne nous appartient pas de remédier, il nous revient en revanche d'exiger les conditions nécessaires à l'exercice de notre bienveillance. Et si cette demande ne peut être satisfaite que par le redéploiement massif des moyens de l'Education nationale, nous avons besoin de ce redéploiement massif.

Républicains, nous voulons bien l'être aussi. Mais qu'est-ce qu'une République dont les valeurs sont chaque jour trahies au cœur même des lycées des villes les plus pauvres ? Qu'est-ce qu'une République qui, aux inégalités sociales, économiques, culturelles, vient ajouter chaque jour de nouvelles inégalités scolaires ? Qu'est-ce qu'une République qui, faute de se manifester en acte, se réciterait comme un bréviaire ? Nos élèves sont plus républicains que beaucoup quand ils demandent pourquoi ils ont moins d'heures de philosophie que d'autres lycéens. Ils sont plus républicains que beaucoup quand ils s'indignent que leurs professeurs soient si mal remplacés. Nos élèves sont plus républicains que beaucoup quand ils demandent pourquoi nous ne mettons pas nos enfants dans notre lycée.

Mardi 10 février, nous avons fait grève et nous avons évalué et calculé les heures nécessaires pour permettre à nos élèves de travailler correctement. Le soir, nous avons présenté cette demande à notre hiérarchie, qui l'a aussitôt rejetée. Deux jours plus tard, vers minuit, une dizaine d'élèves du lycée Simone-de-Beauvoir, à Garges-lès-Gonesse, 2069^e au classement national des lycées, enchaînaient les barrières du plan Vigipirate aux grilles d'entrée de leur lycée. A 8 heures, dans la brume, une centaine d'élèves manifestaient sur le parvis bordé par la route. Peu à peu, plusieurs centaines affluaient. Ils restaient là, s'interrogeaient, se parlaient, faisaient circuler leurs tracts, fabriquaient des pancartes «*ZEP*», «*JUSTICE*», appelaient des journaux. Et là, jusqu'au soir et le lendemain encore, des dizaines d'élèves se relayaient, juchés sur des poubelles, pour faire monter les cris des autres. Reçus en délégation par la direction du lycée, ils exprimaient clairement ce qu'ils réclament, eux, «*relativement plus pauvres* », disaient-ils, que les autres : des heures de cours en groupes, des classes à faibles effectifs, des chances égales à celles des élèves des bons lycées parisiens, des surveillants, des moyens. Gestion interne, disait la direction. Non, répandaient nos élèves, question de moyens. Question d'égalité. Psychologie, disait la direction. Non, question de justice. Et puis à nous, qui les interrogeons le soir, alors que la foule fatiguée et joyeuse après deux jours de manifestation déterminée et sans heurts, la foule sans chef et curieusement organisée, se dispersait en traversant le cimetière ou la route : interrompu par les vacances d'hiver, le mouvement reprendra, disaient-ils, à la rentrée, sous d'autres formes, peut-être.

En 1886, l'institutrice Louise Michel écrivait dans ses *Mémoires* : «*Allons donc, l'intelligence ! Elle est dans les foules ! Elles n'ont pas la science, c'est vrai, mais avec ça que c'est du propre la science aujourd'hui ! Elle ouvre seulement ses bourgeois ; demain, à la bonne heure ! Et demain elle sera à tous.*»

Si aujourd'hui les lycées pauvres ne s'entendent pas, si nous n'entendons pas que c'est cette science que les élèves du lycée Simone-de-Beauvoir, 2069^e au classement national des lycées, réclament, faisons-leur confiance : ils savent qu'elle est à tous.

(1) Selon l'INSEE, à Garges-lès-Gonesse en 2011, la moitié des habitants gagne moins de 10 576 euros. En France, ce chiffre s'élève à 19 219 euros. Du point de vue du revenu médian, Garges a la troisième plus mauvaise performance des villes (Observatoire des inégalités, «*Villes riches, villes pauvres*», 2012). Le taux de chômage en 2011 s'élève à 21,5% (12,3% à l'échelle nationale).